

# Ouvrir des voies de développement durable

Action en faveur d'une croissance économique soutenue et du développement durable

Ouverture du Week-end d'action en faveur des objectifs de développement durable, qui a permis de maximiser les retombées du Sommet sur les objectifs de développement durable

(New York, septembre 2023) © Bureau des Nations Unies pour les partenariats/Daniel Getachew

## Notre action

- Appui aux organes directeurs mondiaux
- Coopération internationale pour le développement
- Coopération régionale pour le développement
- Égalité des genres et autonomisation des femmes

## Notre équipe

- Département des affaires économiques et sociales
- Bureau de la coordination des activités de développement
- CNUCED
- Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
- Commissions régionales
- ONU-Femmes
- ONU-Habitat
- Programme des Nations Unies pour l'environnement

La Vice-Secrétaire générale, Amina J. Mohammed, rencontre des réfugiés dans l'est du Tchad.

(Farchana, juillet 2023) © Bureau du Coordonnateur résident au Tchad/Annour Halal



Réalisation des objectifs de développement durable : bilan

Plus de 110 représentants gouvernementaux de haut niveau se sont réunis

38 pays et l'Union européenne ont fait état des progrès accomplis

204 manifestations parallèles

Plus de 18 900 articles de presse

## Le contexte

Alors que nous venons de passer le cap de la mi-parcours du Programme de développement durable à l'horizon 2030, **seulement 17 % des cibles associées aux objectifs de développement durable sont en passe d'être atteintes**, selon le *Rapport sur les objectifs de développement durable 2024*. La hausse des taux d'intérêt, le surendettement et la fragmentation géoéconomique ralentissent les progrès. Les émissions de gaz à effet de serre sont une cause des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution, qui **touchent de façon disproportionnée les populations pauvres**. Les femmes demeurent sous-représentées dans les processus décisionnels et **font l'objet de discriminations qui entravent les progrès vers l'égalité des genres**.

## Nos objectifs

L'ONU s'emploie à redresser la barre pour atteindre les objectifs de développement durable tels que fixés dans le **Programme 2030**. **En faisant fond sur celui-ci**, les équipes de pays des Nations Unies, sous la conduite des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, prennent des mesures décisives pour **intensifier l'action en tenant compte des besoins et des priorités des pays**.



« Nous devons redoubler d'efforts au cours des six prochaines années pour atteindre les objectifs de développement durable. Le Département des affaires économiques et sociales fera prévaloir le Programme 2030 comme la meilleure voie vers un avenir meilleur. »

Li Junhua,  
Secrétaire général adjoint  
aux affaires économiques  
et sociales



La Première Ministre de la Barbade, Mia Amor Mottley, prend la parole à l'occasion d'une conversation informelle organisée avec le Président de la Banque mondiale, Ajay Banga, et la maire de Montevideo, Carolina Cosse, pendant le Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023.

(New York, septembre 2023) © Photo ONU/Cia Pak



« Le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents est la pièce maîtresse des solutions intégrées et efficaces mises en place par le système des Nations Unies pour le développement pour atteindre plus rapidement les objectifs de développement durable. »

Oscar Fernández-Taranco,  
Sous-Secrétaire général à la coordination  
des activités de développement



La chorale Sing for Hope au Pavillon des objectifs de développement durable.

(New York, septembre 2023)  
© Bureau des Nations Unies pour les partenariats/Tyreese Nacho

### Des données pour le développement durable

En 2023, nous avons amélioré l'accès du public à des données faisant autorité grâce à la nouvelle plateforme «UN Data Commons for the SDGs» (communauté de données des Nations Unies pour les objectifs de développement durable), renforcé la gouvernance des données et assuré le suivi des progrès réalisés par 166 pays dans l'adoption de l'intelligence artificielle et des technologies d'avant-garde à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable.



## Nos réalisations

### Mise en œuvre du Programme 2030

Malgré des difficultés croissantes, les États ont réaffirmé à l'occasion du Sommet sur les objectifs de développement durable de septembre 2023 leur ambition vis-à-vis du Programme 2030 ainsi que leur détermination à le réaliser **au cours des six prochaines années**. Le Secrétaire général a exhorté les dirigeants du monde à mettre en place un **plan de sauvetage pour l'humanité et la planète**, à la suite de quoi les États ont publié une déclaration politique dans laquelle ils ont accueilli favorablement ses propositions concernant un **plan de relance des objectifs de développement durable d'un montant de 500 milliards de dollars et une réforme urgente de l'architecture financière internationale**. Le Week-end d'action en faveur des objectifs de développement durable tenu lors du Sommet a permis aux parties prenantes de s'entendre sur **six transitions clés** devant permettre d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable : les systèmes alimentaires ; l'éducation ; l'énergie durable ; l'action climatique et la biodiversité ; les emplois décents et la protection sociale ; la desserte numérique.

Le Sommet a également débouché sur **12 nouvelles initiatives à fort impact** destinées à redresser la barre pour atteindre les objectifs de développement durable. Le *Rapport mondial sur le développement durable* offre des perspectives scientifiques qui encouragent les États à élaborer des plans nationaux porteurs de transformation qui soient à même de générer des synergies tout en ménageant des compromis. L'initiative à fort impact sur la transformation de l'éducation a eu pour objectif de **donner aux enseignants les moyens de réussir** dans un système éducatif en pleine mutation, et un soutien important a été apporté à l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale et des transitions justes afin de **promouvoir le travail décent et la protection sociale** dans le monde entier.

La coalition Local2030, une initiative à fort impact établissant des liens entre les villes, les régions et le secteur industriel, a encouragé les **interventions multipartites** à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable au niveau local. Cette initiative a été complétée par la mise en place du Groupe consultatif pour les autorités locales et régionales, visant à **faire entendre les voix locales** à l'échelle mondiale.

### Les techniques spatiales au service de la résilience face aux catastrophes

L'ONU aide tous les pays à accéder à l'espace et à tirer parti des avantages qu'il peut procurer pour accélérer le développement durable. Les activités qu'elle mène à ce titre comprennent la formation au droit de l'espace, l'immatriculation des objets lancés dans l'espace et les services aux organismes multilatéraux qui travaillent sur des problèmes urgents tels que les débris spatiaux. Dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER), nous formons des experts nationaux, par exemple en République dominicaine, à accéder à des données satellitaires leur permettant de se préparer aux catastrophes et d'y faire face.

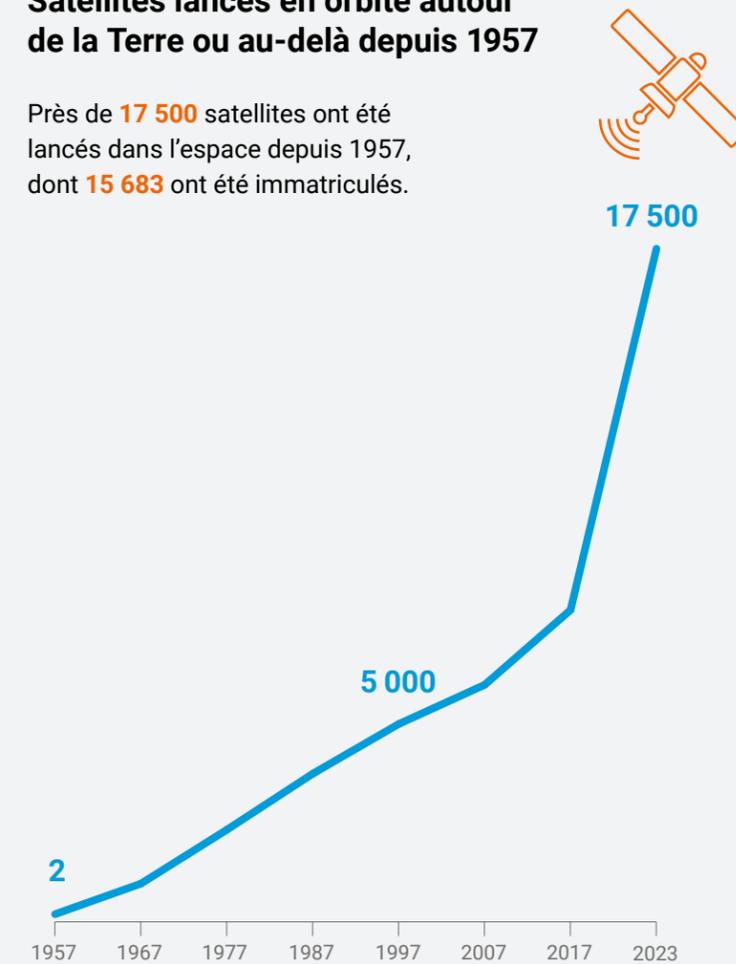


« La croissance est faible, la confiance s'érode et l'espoir s'estompe, ce qui met en péril la stabilité mondiale. Nous avons besoin de toute urgence d'un système de gouvernance repensé qui permette une riposte mondiale concertée ne laissant personne de côté. »

Rebecca Grynspan, Secrétaire générale de la CNUCED

### Satellites lancés en orbite autour de la Terre ou au-delà depuis 1957

Près de **17 500** satellites ont été lancés dans l'espace depuis 1957, dont **15 683** ont été immatriculés.



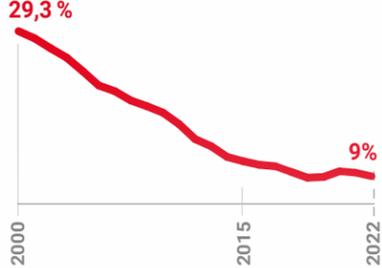
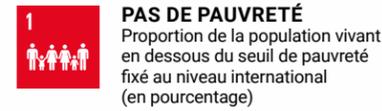
« Face à la multiplication des catastrophes naturelles dans le monde, le Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence stimule la résilience au niveau local et veille ainsi à la préservation de la vie humaine. »

Aarti Holla-Maini, Directrice du Bureau des affaires spatiales

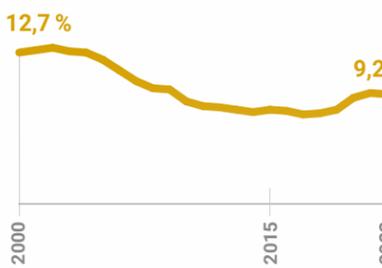
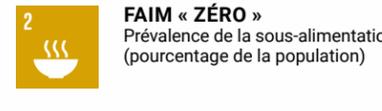
# Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 : aperçu des progrès accomplis

Les dates limites diffèrent d'un graphique à l'autre en raison des différences de fréquence dans la collecte des données relatives aux objectifs.

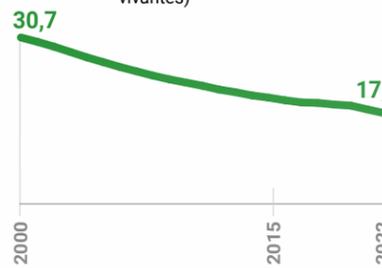
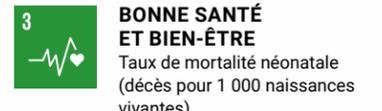
Note : Les graphiques présentés ci-dessous montrent les progrès réalisés au fil du temps pour l'une des cibles de chacun des 17 objectifs de développement.



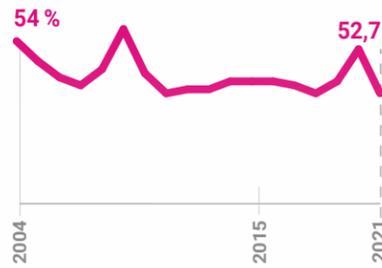
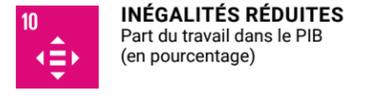
La pandémie de COVID-19 a causé d'importants reculs dans la réduction de la pauvreté.



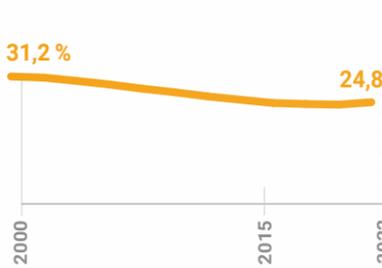
La sous-alimentation recule dans le monde depuis l'an 2000.



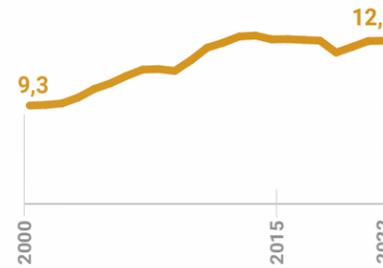
Le taux de mortalité néonatale est en constante diminution.



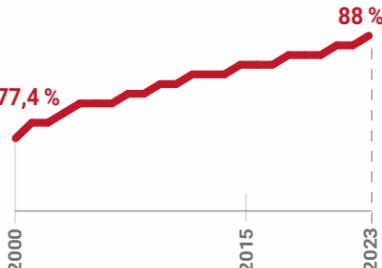
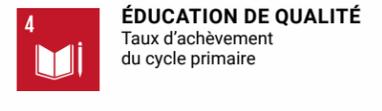
La part du travail dans le revenu national connaît une tendance à la baisse.



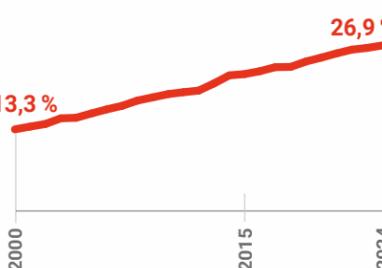
Le nombre de personnes vivant dans des établissements urbains informels diminue depuis l'an 2000.



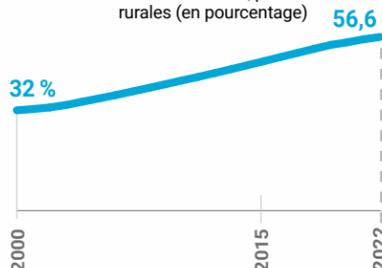
L'empreinte matérielle mondiale par personne a augmenté.



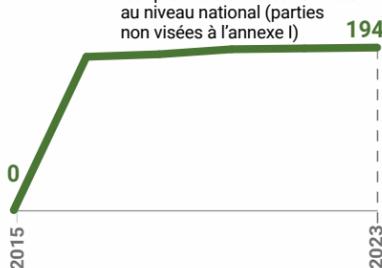
L'accès universel et équitable à l'enseignement primaire n'est pas encore une réalité.



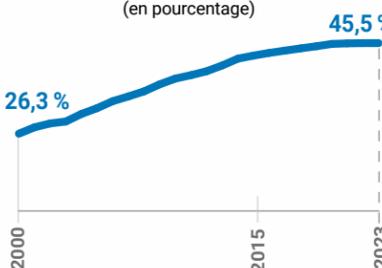
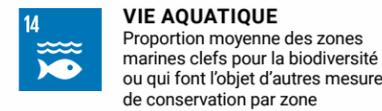
D'importants progrès ont été accomplis dans la lutte contre la sous-représentation des femmes dans les parlements nationaux.



Aujourd'hui, un plus grand nombre de personnes a accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité qu'en l'an 2000.



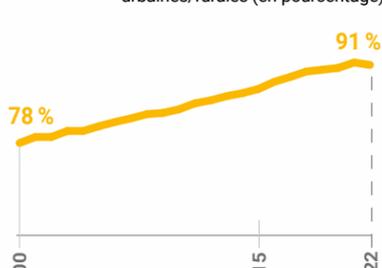
Les 191 signataires de l'Accord de Paris et l'Érythrée ont communiqué leur première contribution déterminée au niveau national.



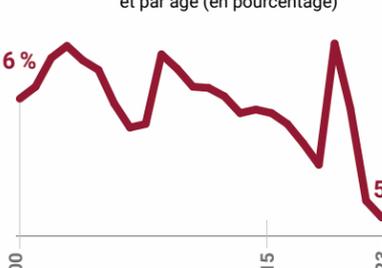
La proportion de zones clés faisant l'objet de mesures de conservation est en augmentation depuis 2000.



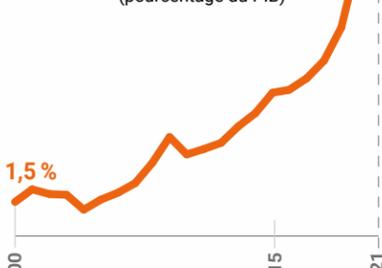
Il faut faire plus pour conserver et restaurer les forêts du monde entier.



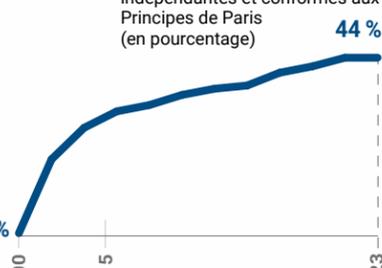
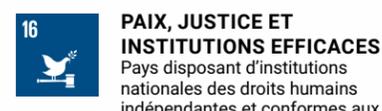
La grande majorité de la population mondiale a aujourd'hui accès à l'électricité.



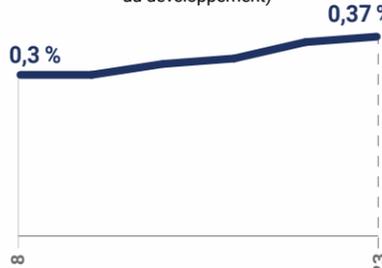
Le chômage mondial a augmenté en raison de la pandémie de COVID-19, qui a effacé les progrès accomplis au cours des 20 dernières années.



Dans le monde entier, la priorité est de plus en plus donnée à la recherche-développement.



Moins de 50 % des pays disposent d'institutions des droits humains conformes aux Principes de Paris.



L'objectif visant à consacrer collectivement 0,7 % du revenu national brut (RNB) à l'aide au développement n'est pas encore atteint. Source : Organisation de coopération et de développement économiques.

**Accélération des progrès**

Les objectifs de développement durable ne sont pas en voie d'être atteints d'ici à 2030, malgré les avancées enregistrées dans certains domaines.

De plus, la pandémie de COVID-19 a ralenti le rythme des progrès, allant parfois jusqu'à entraîner des reculs au niveau des 17 objectifs. Aussi est-il d'autant plus urgent que les États Membres et les autres partenaires contribuent à la décennie d'action.



Des écoliers participent à un cours en ligne à Port-Soudan (Soudan). Le conflit a désorganisé l'enseignement formel pour la quasi-totalité des 24 millions d'enfants que compte le pays.

(Port-Soudan, juin 2024)  
© UNICEF/Ahmed Mohamdeen Elfatih



« Face aux problèmes que connaît le monde, les villes et la collaboration multilatérale nourrissent l'espoir. Donnons aux villes les moyens de créer un avenir où la nature et les gens s'épanouissent. »

**Michal Mlynár,**  
Sous-Secrétaire général  
et Directeur exécutif  
par intérim d'ONU-Habitat

## Accroissement du financement du développement

Le Secrétaire général a fait de la réforme de l'architecture financière internationale une de ses principales priorités. En mai 2023, il a publié un document d'orientation dans lequel il préconisait de procéder à des changements dans la gouvernance économique mondiale, les filets de sécurité financière et la coopération internationale en matière fiscale afin d'atteindre plus rapidement les objectifs de développement durable. Dans le cadre de sa proposition de plan de relance, il a également souligné la nécessité d'une **réforme des banques multilatérales de développement** et d'un **règlement du problème de la dette souveraine**.

En partenariat avec les États Membres, nous avons relayé les propositions faites en 2022 dans le cadre de l'Initiative de Bridgetown pour la réforme de l'architecture financière internationale au séminaire-retraite de haut niveau consacré à une architecture financière internationale pour un monde en proie à des chocs mondiaux, qui a débouché sur le Sommet pour un nouveau Pacte financier mondial, tenu à Paris en 2023. Pour débloquer les investissements nationaux, les participants au Sommet ont apporté leur soutien à la résolution de l'Assemblée générale sur l'élaboration d'une nouvelle convention-cadre sur la coopération internationale en matière fiscale destinée à promouvoir des règles équitables et universellement applicables.

De nouveaux **partenariats entre secteur public et secteur privé, axés sur le financement mixte, le désengagement face aux risques, la transparence et l'accroissement du financement privé** du développement durable, ont été encouragés dans le cadre du Pacte mondial des Nations Unies et de l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable.

## Ne laisser personne de côté

Notre engagement en faveur d'un développement durable équitable, en particulier pour les groupes marginalisés et les personnes en situation de vulnérabilité, est resté intact.

Nous avons collaboré avec **45 des pays les moins avancés** pour mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés. Lors de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, nous avons contribué à mettre en place **15 nouveaux partenariats multipartites** visant à promouvoir l'énergie durable, la desserte numérique et le tourisme durable, ainsi que **5 objectifs porteurs de changement**, concernant la constitution de stocks alimentaires, le renforcement de la résilience, la promotion des investissements, la création d'une université en ligne et l'appui au reclassement.

Nous avons publié de nouveaux rapports sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014–2024 dans la perspective de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, qui se tiendra en 2024. Il s'agissait, dans ces rapports, de donner un aperçu des **problèmes particuliers que rencontraient ces pays**, tels que les coûts élevés de transport et de transit et l'accès limité aux marchés mondiaux. Nous avons facilité les négociations en vue d'un nouveau programme d'action pour la prochaine décennie, en établissant un **réseau de coordonnateurs nationaux** afin d'en assurer l'exécution et le suivi.

Nous avons organisé la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et adopté le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement. Nous avons également appuyé les travaux d'un nouveau groupe de haut niveau sur l'élaboration d'un **indice de vulnérabilité multidimensionnelle** pour tous les pays vulnérables et facilité le **processus intergouvernemental qui en a découlé**.



Une agente des Nations Unies travaillant au service du développement intervient auprès des populations touchées par le tremblement de terre survenu à Hérat (Afghanistan) le 8 octobre 2023, qui a fait plus de 1 500 morts et 43 000 déplacés.

(Hérat, octobre 2023) © Bureau du PNUD en Afghanistan/Haroon Hamdard



« Unis, nous pouvons tracer des chemins vers la prospérité pour les plus vulnérables d'entre nous et veiller à ce que ces personnes ne soient pas laissées de côté à mesure que nous avançons ensemble vers le développement durable. »

**Rabab Fatima,**  
Haute-Représentante pour  
les pays les moins avancés,  
les pays en développement  
sans littoral et les petits États  
insulaires en développement



« Alors que la triple crise planétaire continue de sévir, nous avons besoin d'un multilatéralisme environnemental inclusif et ambitieux pour apporter les solutions nécessaires à la réalisation de nos objectifs mondiaux. »

**Inger Andersen,**  
Directrice exécutive  
du Programme des Nations  
Unies pour l'environnement



Des représentants du Brésil lors d'une manifestation autochtone organisée durant la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

(Dubai, décembre 2023) © COP28/  
Mahmoud Khaleel

## L'action climatique au niveau local

Les villes sont une précieuse source de solutions climatiques et sont essentielles pour faire cesser la destruction et la dégradation des habitats naturels. Bien qu'elles soient à l'origine d'une grande partie des émissions liées au réchauffement de la planète, elles sont également des moteurs de l'action climatique et jouent un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de solutions. Lors du premier Sommet sur l'action climatique au niveau local, qui s'est tenu dans le cadre de la vingt-huitième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques, 72 gouvernements ont pris la résolution d'adhérer à la Coalition pour des partenariats multiniveaux de grande ambition pour l'action climatique, par laquelle ils se sont engagés à collaborer avec les autorités infranationales pour planifier et financer les stratégies climatiques et en assurer la mise en œuvre et le suivi.

Outre les États Membres, nous avons apporté notre soutien aux jeunes, aux personnes en situation de handicap, aux peuples autochtones et aux personnes âgées. Nous avons ainsi notamment **créé le Bureau des Nations Unies pour la jeunesse** et nommé le **tout premier Sous-Secrétaire général aux affaires de la jeunesse**, avec pour objectif de faire entendre la voix des jeunes dans les processus décisionnels au niveau mondial.

Lors de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, nous avons pesé en faveur d'une plus grande **équité d'accès aux soins de santé sexuelle et procréative pour les personnes en situation de handicap**, y compris les femmes et les filles.

S'agissant des peuples autochtones, nous avons œuvré en faveur de leur inclusion et de leurs droits dans **plus de 20 pays**, notamment en travaillant avec plus de **8 000 femmes autochtones d'Amérique latine** pour développer leurs compétences commerciales et numériques.

Dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé (2021–2030), notre collaboration avec les États Membres a permis une **augmentation de 22 % du nombre de politiques nationales** relatives aux besoins des personnes âgées en matière de soins de santé et de services sociaux, **dans 136 pays**.

## Action climatique

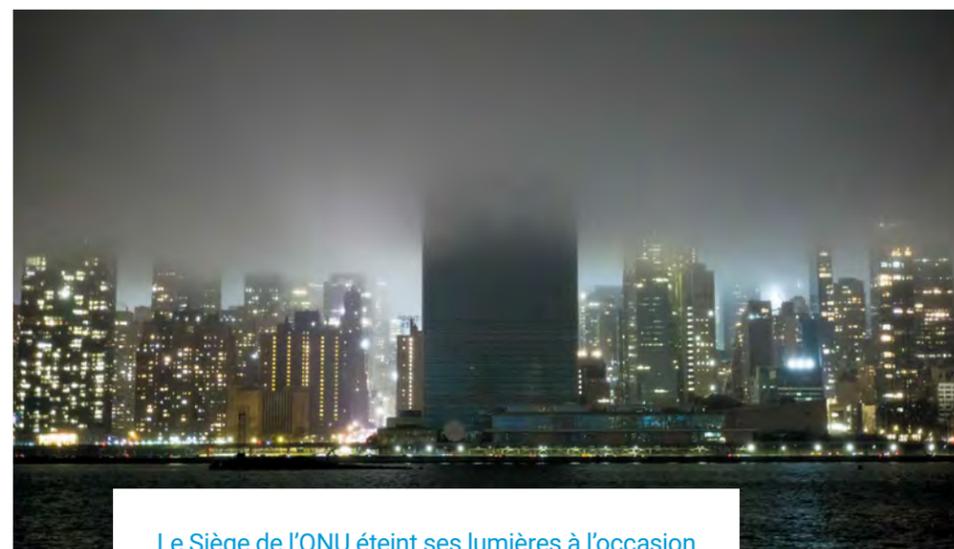
En 2023, nous avons défendu la cause d'une action climatique mondiale porteuse de changements. À la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, un **nouveau fonds pour les pertes et les préjudices** a été mis en place et des engagements ont été pris en matière de systèmes de refroidissement durable, de réduction des émissions de méthane et de lutte contre la déforestation à l'horizon 2030. **L'Africa Carbon Markets Initiative** (initiative pour les marchés du carbone en Afrique) a également été mise en place en 2023 avec l'objectif d'accroître considérablement la production de crédits d'émission de carbone sur le continent. Grâce à l'échange de crédits

d'émission, de tels marchés offrent un moyen exceptionnel **d'améliorer l'accès à l'énergie, de créer des emplois verts et de préserver la biodiversité**.

Nous avons mis en avant qu'il était urgent d'intensifier l'action climatique en publiant de nouveaux rapports sur les écarts entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions et d'adaptation aux changements climatiques, et sur l'écart de production. Selon ces rapports, **si les tendances actuelles se poursuivent, la Terre se réchauffera de 2,5 °C à 2,9 °C au cours du XXI<sup>e</sup> siècle**, dépassant de loin l'objectif de 1,5 °C fixé par l'Accord de Paris.

La Coalition pour le climat et la qualité de l'air en vue de réduire les polluants atmosphériques à courte durée de vie a contribué à promouvoir des plans nationaux de réduction des polluants à courte durée de vie dans 50 pays, et 5 autres pays ont adhéré au **Pacte mondial sur le méthane pour réduire les émissions de 30 % d'ici à 2030**. Plus de 250 maires et gouverneurs ont participé au premier Sommet sur l'action climatique au niveau local, qui a débouché sur la signature, par 72 États, d'un nouveau pacte en faveur d'une action locale et à plusieurs niveaux pour le climat.

Nous avons lancé des initiatives en faveur du zéro déchet et dans les domaines des ressources en eau et des systèmes alimentaires au service de l'action climatique. La première Journée internationale du zéro déchet a mis en évidence **ce que pouvaient apporter les initiatives zéro déchet** au développement durable à l'échelle de la planète. La Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, **la première depuis près de 50 ans**, a souligné l'importance des ressources en eau douce. **Le monde a adopté un nouveau cadre mondial relatif aux produits chimiques et approuvé la création d'un fonds spécial consacré au suivi de son application**. Dans son appel à l'action en faveur des droits humains, le Secrétaire général a encouragé les transitions vers des systèmes alimentaires respectueux du climat, qui ont par ailleurs bénéficié de la dynamique insufflée par le Sommet sur les objectifs de développement durable, la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et certaines résolutions récentes de l'Assemblée générale.



Le Siège de l'ONU éteint ses lumières à l'occasion de l'Heure pour la Terre.

(New York, mars 2023) © Photo ONU/Manuel Elías

## La Cool Coalition élabore un engagement mondial pour l'accès au froid

Plus de 60 pays ont souscrit au Global Cooling Pledge (Engagement mondial pour l'accès au froid), élaboré par la Cool Coalition avec l'appui de l'ONU. Cet accord vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au secteur du refroidissement d'au moins 68 % au niveau mondial d'ici à 2050.



« Les décisions et les mesures prises aujourd'hui par celles et ceux qui sont aux commandes tracent les contours du monde de demain. C'est d'eux que va dépendre l'issue de la bataille menée pour contenir le réchauffement planétaire à 1,5 °C, or cette bataille peut être gagnée. Nous ne savons que trop bien aujourd'hui qui doit faire quoi et à quelle échéance. Et nous disposons des technologies, des solutions et du savoir-faire nécessaires pour éliminer progressivement les combustibles fossiles et protéger les populations et leurs moyens de subsistance de la crise climatique. »

**Selwin Hart**,  
Sous-Secrétaire général et  
Conseiller spécial pour l'action  
climatique et une transition juste

## Initiative Spotlight

**384 millions**

de personnes ont été les destinataires de campagnes

**8 millions**

de jeunes ont participé à des programmes

**3 millions**

de personnes ont eu accès à des services de lutte contre la violence de genre

**548**

lois et politiques ont été signées ou renforcées



« À l'heure où les conflits se multiplient sur notre planète plus que jamais divisée, il est essentiel d'investir dans les femmes et les organisations de femmes pour assurer un avenir durable, équitable et fondé sur le respect des droits humains. »

**Sima Bahous,**  
Directrice exécutive  
d'ONU-Femmes

## Égalité des genres

Notre rapport intitulé « Gros plan sur l'égalité des sexes 2023 » a mis en évidence qu'il **manquait environ 360 milliards de dollars par an** pour parvenir à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes et des filles d'ici à 2030. Si les tendances actuelles se confirment, **plus de 340 millions de femmes et de filles vivront encore dans l'extrême pauvreté en 2030.**

Nous réunissons des partenaires pour remédier à certaines des lacunes les plus criantes en matière d'égalité des genres grâce à des initiatives telles que le **fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, qui a aidé ses bénéficiaires à fournir des ressources et des services à plus de 15 millions de personnes.** Notre **Women's Peace and Humanitarian Fund** (Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire) a mobilisé environ 50 millions de dollars pour financer l'action des défenseuses et défenseurs des droits humains et des organisations de la société civile sur le terrain. Notre Programme conjoint visant à accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales a **aidé près de 50 000 femmes, dans six pays,** à améliorer leurs moyens de subsistance, leurs droits, leur sécurité alimentaire, leur nutrition et leur résilience.

L'**Initiative Spotlight, dotée de 545 millions de dollars,** a permis des progrès en matière de lutte contre la violence de genre dans **30 pays,** grâce à une augmentation notable des taux de condamnation des auteurs de violence de genre et des contributions au financement des budgets nationaux consacrés à la lutte contre la violence fondée sur le genre. Elle a également permis d'**améliorer l'accès des femmes et des filles aux services compétents et de renforcer les plans d'action nationaux visant à éliminer la violence de genre.** Elle a été traduite en initiative à fort impact des Nations Unies pour le Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023.

Dans le cadre du programme Les femmes comptent, nous avons fourni un appui technique et des services d'assurance de la qualité à des projets menés dans six régions et plus de 25 pays, l'objectif étant d'opérer un changement dans la manière dont les statistiques sur le genre sont utilisées, créées, communiquées et consultées. Dans la publication intitulée « Feminist Climate Justice: A Framework for Action » (Justice climatique féministe : cadre d'action), nous avons proposé des pistes pour relever les défis environnementaux tout en promouvant les droits des femmes. Conscients des effets disproportionnés du VIH/sida sur les femmes et les filles, nous avons aidé 50 pays à intégrer ou étoffer la problématique de l'égalité des genres dans les stratégies nationales de lutte contre le VIH, conformément aux efforts menés au niveau mondial pour vaincre le sida d'ici à 2030.

De nos travaux est issu le **Plan pour l'accélération de la réalisation de l'égalité des genres dans le système des Nations Unies,** dont le coup d'envoi a été donné à l'occasion de la Journée internationale des femmes de 2024, au terme d'un examen approfondi des points forts et des points faibles de l'ONU en matière de promotion et de protection de l'égalité des genres, de l'autonomisation des femmes et des droits des femmes et des filles au niveau mondial, réalisé par **une équipe spéciale et un conseil consultatif constitués de 12 entités des Nations Unies.**



De jeunes réfugiées de Palestine participent à un cours de sciences dans une école des Nations Unies en Jordanie.

(Amman, mars 2024) © Photo ONU/Mark Garten

## Appui régional

Aujourd'hui solidement établies, les **plateformes de collaboration régionale,** qui sont l'un des principaux aboutissements de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, **permettent l'échange d'analyses et de compétences entre organismes** à l'appui de nos coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies.

Nos cinq commissions régionales ont organisé des forums annuels sur le développement durable qui ont servi de plateformes régionales intergouvernementales et multipartites visant à **faciliter la concertation et à évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable.** Elles ont également apporté des contributions régionales au forum politique de haut niveau pour le développement durable et facilité la transmission du savoir entre pairs concernant les examens nationaux volontaires. Les forums tenus en 2024 ont également **contribué à donner forme aux perspectives régionales** en vue du Sommet de l'avenir et du document final qui en est attendu, intitulé « Un Pacte pour l'avenir ».



« Il nous faut des approches plus intégrées et des mesures novatrices pour se dégager des entraves au développement que sont la pauvreté, les inégalités, la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles et la dégradation de l'environnement. »

**Armida Alisjahbana,**  
Secrétaire exécutive de la  
Commission économique  
et sociale pour l'Asie et le  
Pacifique



« La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes promeut une stratégie de croissance reposant sur l'industrie, les services et une masse critique de secteurs de croissance verte, l'objectif étant une croissance économique plus vigoureuse et soutenue et la réalisation accélérée des objectifs de développement durable. »

**José Manuel Salazar-Xirinachs**,  
Secrétaire exécutif de la  
Commission économique pour  
l'Amérique latine et les Caraïbes

## Système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents

Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents, plus hauts représentants du système des Nations Unies pour le développement au niveau des pays, ont contribué à mettre l'ensemble des ressources et des compétences des Nations Unies au service de l'action en faveur des objectifs de développement durable. Ils ont également permis à l'Organisation de contribuer efficacement à la préparation aux catastrophes et aux secours en cas de catastrophe, en assurant, dans des environnements complexes, une **action immédiate et coordonnée face aux crises** dans le cadre d'interventions humanitaires, d'activités de développement et d'activités de consolidation de la paix orientées vers le développement durable. Grâce à leur travail, **le chevauchement des tâches a été considérablement réduit et les ressources ont été optimisées** pour en tirer le meilleur parti.

D'après une enquête, 92 % des gouvernements des pays hôtes interrogés étaient satisfaits des **initiatives engagées** par les coordonnatrices et coordonnateurs résidents pour apporter un appui stratégique aux priorités nationales de développement. Les deux tiers des coordonnatrices et coordonnateurs résidents viennent d'être nommés à leurs fonctions, sélectionnés dans le cadre d'un processus remanié visant à garantir un leadership diversifié et compétent, adapté au contexte de chaque pays, dans le **respect de la parité femmes-hommes et des équilibres géographiques**.



« Nous devons prendre acte du lien entre la paix et le développement durable et nous engager à faire de la paix le fondement des objectifs de développement durable dans la région arabe. »

**Rola Dashti**,  
Secrétaire exécutive  
de la Commission économique  
et sociale pour l'Asie occidentale



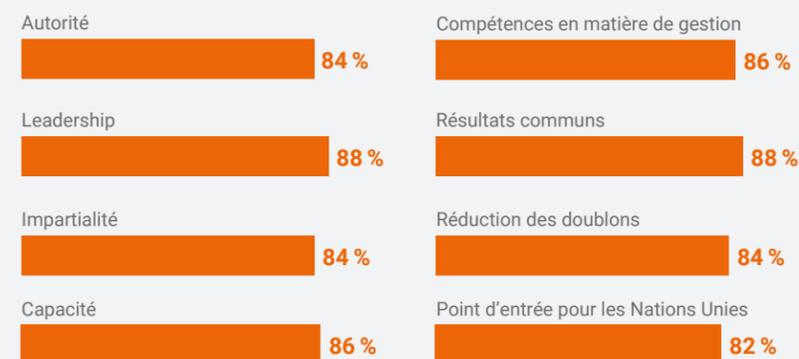
Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents des Nations Unies réunis autour du Secrétaire général à l'occasion d'un dialogue.

(New York, novembre 2023)  
© Photo ONU/Mark Garten

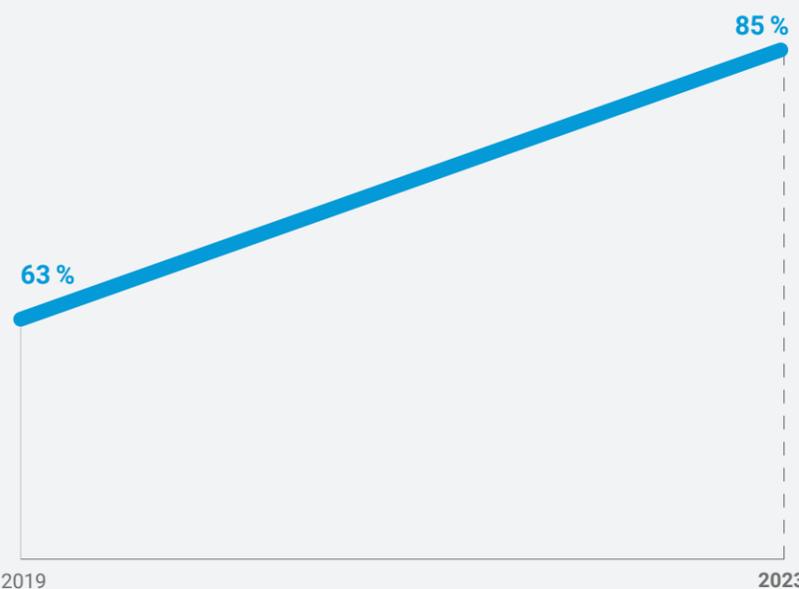
## Zoom sur le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents

Sous la houlette d'un système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents renforcé, le système des Nations Unies pour le développement a continué de faire progresser la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les pays. Les efforts déployés pour renforcer le leadership, l'impartialité, la responsabilité et l'efficacité du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents portent leurs fruits.

En 2023, les gouvernements hôtes ont, à **85 %** en moyenne, fait état d'une amélioration des résultats obtenus par les coordonnatrices et coordonnateurs résidents.



Le pourcentage de gouvernements hôtes ayant indiqué que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents avaient renforcé leur action dans chacun des domaines a augmenté de **22** points en moyenne entre 2019 et 2023.



## Coordonnatrices et coordonnateurs résidents : qu'en pensent les pays hôtes ?

**92 %**  
estiment que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents apportent un appui stratégique aux plans nationaux

**91 %**  
estiment que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents concourent efficacement au développement de leur pays

**88 %**  
estiment que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents font preuve d'un leadership plus fort



« En ces temps de crises multiples, il est plus urgent que jamais de trouver des solutions innovantes pour remettre le développement durable sur les rails dans la région paneuropéenne. »

**Tatiana Molcean**,  
Secrétaire exécutive  
de la Commission économique  
pour l'Europe